

## Sahel: à la recherche de nouvelles stratégies ?

André - Marie Pouya

Journaliste, consultant centre4s

Le Burkina Faso, le Mali et le Niger, maillons les plus exposés du G5 Sahel, font face à des attaques répétées, depuis le début de l'année 2021. C'est dans ce contexte préoccupant que le président français a annoncé, le 10 juin, la « fin de l'opération Barkhane », partenaire stratégique dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. Le silence qui a entouré cette nouvelle indique que, des deux côtés, l'heure est à la recherche de nouvelles pistes pour venir à bout du fléau djihadiste.

Les terroristes ont intensifié les massacres de civils dans les trois pays, ces derniers mois. Au Burkina Faso, le mois de juin aura été très meurtrier. Dans la nuit du 04 au 05, Solhan, dans la région du Sahel, a subi des attaques terroristes, avec un bilan officiel de 138 civils massacrés. Le 21, onze policiers, en partance pour une mission de relève, étaient tués, dans une embuscade, dans le centre-nord du pays. Au Mali, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations-Unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMA) a enregistré 4 morts et 50 blessés, dans des attaques contre les Casques bleus, entre le 26 mars et le 1<sup>er</sup> juin. Le 20 juin, dix habitants du village de Dinangourou, région de Mopti, déjà sous blocus djihadiste depuis le 02 mai 2021, ont été tués. Il faut ajouter que le village de Faraboubou, région de Ségou, est sous le même joug djihadiste depuis octobre 2020. Le 25 juin, 25 militaires furent tués à Boni, centre-est du pays.

### Que de massacres de civils !

Au Niger, 100 personnes ont été tuées, dans l'attaque de deux villages, le 02 janvier 2021. Le 15 mars, des djihadistes ont attaqué des véhicules qui rentraient du grand marché hebdomadaire de Banibangou, situé dans la zone dite des « Trois frontières » (Burkina Faso, Mali et Niger), région de Tillabéry. Un autre village avoisinant avait subi leur violence : 66 morts, puis des véhicules ainsi que des greniers à céréales incendiés. Le 21 mars, des hommes armés attaquaient des villages dans la région de Tahoua, non loin du Mali, et assassinaient 137 civils. Le 24 juin, à nouveau dans la région de Tillabéry, des assaillants à moto ont tué une dizaine de civils, dans les villages de Danga-Zouani et Korombara. En revanche, l'armée tchadienne confirme sa bonne forme, en dépit de la mort inopinée de son chef, le maréchal Idriss Deby Itno, le 19 avril 2021. Le 09 mai 2021, elle a annoncé sa victoire sur les rebelles du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT), qui avaient franchi la frontière entre la Libye et leur pays depuis le 11 avril 2021. Quant à la Mauritanie, épargnée des attaques depuis 2011, elle ne peut que demeurer vigilante face aux menaces à ses frontières et à l'arrestation en Côte d'Ivoire de ses ressortissants accusés de financement de terrorisme. Récemment, des combattants du mouvement djihadiste, le « Front du Macina », affilié à Al Qaida au Maghreb islamique (AQMI), seraient entrés, à motos, sans coup férir, dans la ville de Bali notamment, à 17 km de la frontière mauritanienne.

Par ailleurs, chacun des pays du G5 Sahel se trouve à un moment singulier de son expérience historique. Au Burkina Faso, rompant un long consensus, sur le défi sécuritaire, l'opposition politique en appelle à des manifestations, vue « l'incapacité du gouvernement à trouver des solutions pour la sécurité des Burkinabè ». Bien avant cet "appel", les villes de Dori, Titao et Kaya avaient entamé des marches vigoureuses, face à « l'abandon des populations à leur propre sort par l'État ». Au Mali où, en huit mois deux coups d'État successifs ont eu lieu, sous la houlette du colonel Assimi Goita, les militaires sont accusés, par une partie de leurs concitoyens, de s'intéresser davantage à la gestion du pouvoir politique, à Bamako, qu'à la résolution des problèmes sécuritaires, sur le terrain. D'autres

lient cette instabilité à la fragilité, devenue structurelle, du pays. Au Niger, le pouvoir du président élu, Mohamed Bazoum, n'a toujours pas été reconnu par l'opposition politique. Il n'est pas certain que l'insécurité grandissante provoquerait une sorte de « trêve » sociale, qui consoliderait davantage le pouvoir installé à Niamey, le 02 avril 2021. La Mauritanie traverse une période inédite, avec l'incarcération de l'ancien président, acteur de l'alternance politique dans son pays. Au Tchad, également, le Comité militaire de transition affronte, des défis : une légitimité que continue de lui marchander, dur, une partie de l'opposition politique et de la société civile et des rebellions cycliques.

### La « fin de l'Opération Barkhane ? »

C'est dans ce contexte, fait d'incertitudes, que le président français, Emmanuel Macron, qui doit affronter les urnes dans dix mois seulement, a annoncé à ses compatriotes, ainsi qu'aux Sahéliens, la « fin de l'Opération Barkhane ». Il a tenu compte, entre autres, de l'évolution de l'opinion publique dans son pays, largement défavorable à ce dispositif, en raison de son coût pour le contribuable – près d'un milliard d'Euros par an – et de son tribut humain, une cinquantaine de soldats tués. Un certain sentiment anti-français au Sahel y aura aussi contribué.

Si la France a annoncé la « fin de l'Opération Barkhane », elle poursuit sa réflexion sur la suite de son appui au G5 Sahel... et ses frappes chirurgicales visant la « neutralisation » de grands chefs djihadistes, avec le soutien, réaffirmé, de la nouvelle administration américaine. L'Algérie, garante des différents « Accords » inter maliens, semble préparer son opinion à une possible action armée au Mali, afin de contribuer à la lutte contre le terrorisme. La Russie, dit-on en embuscade au Sahel, depuis le sommet de Sotchi, d'octobre 2019, peut profiter d'opportunités d'intervention au Mali, en particulier. La Libye est encore perçue comme un danger, par le G5 Sahel, à l'heure où les puissances occidentales poussent les protagonistes de sa profonde crise à entamer le processus de renvoi des mercenaires étrangers.

Depuis l'annonce de cette décision du président Macron, les pays du G5 ne se sont pas encore réunis. Preuve que les Cinq, ainsi que leurs multiples partenaires extérieurs, dans une ambiance studieuse et grave, sont à la recherche de nouvelles stratégies pour combattre l'hydre terroriste. La « nouvelle doctrine guerrière », qui se dessine, est, grosso modo, ce qui suit. Seules les armées nationales du G5 Sahel seraient les responsables du terrain, la France cessant d'agir en *Team Leader*, ou commandant en chef. Dans cette montée en puissance et en commandement, elles bénéficieraient de moyens techniques et humains, de la part de leurs partenaires techniques : la Minusma, la France, les États-Unis, l'Allemagne, la Force européenne Tabuka, la Russie, la Chine et bien d'autres.

Des dispositions seraient à prendre afin d'éviter des exactions contre les populations civiles. Une ligne rouge, à ne pas franchir : aucune négociation entre les autorités politiques et les groupes terroristes ! Une telle initiative entraînerait la cessation de l'appui français et probablement des autres partenaires extérieurs. La bonne gouvernance s'imposerait aux États du G5 Sahel, dans la gestion des moyens mis à disposition par les partenaires et de leurs propres ressources. Cet esprit devrait avoir soufflé, dès 2013, au début de l'intervention de la Minusma et de Barkhane, car de nombreux scandales financiers ont été dénoncés au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Un retour immédiat de l'État dans les territoires libérés leur sera aussi exigé.

Le puzzle est en voie d'assemblage, de part et d'autre. Une urgence, au regard des crises politiques qui pourraient secouer l'immensité de sable du Sahel...